

Le Canada a constamment souligné que sa participation aux opérations de maintien de la paix et aux missions d'observation devait satisfaire à certaines conditions. Le fait que les Nations-Unies exerceront l'autorité politique à laquelle cette force devra faire rapport répond à une conditions essentielle. De plus, les rapports du Secrétaire Général seront rendus publics. Il a énuméré les conditions de base suivantes à l'emploi de cette force. Celle-ci doit:

- a) jouir de la confiance et de l'appui du Conseil de Sécurité,
- b) conduire ses opérations avec l'entière coopération des parties intéressées,
- c) agir en force militaire intégrée et efficace,
- d) jouir de la liberté de mouvement et de communication ainsi que des autres aides nécessaires à l'exécution de ses fonctions,
- e) se voir attribuer tous les privilèges et immunités nécessaires tel que prévu dans la convention des Nations-Unies.

Comme ces conditions nous permettent d'espérer que la force sera efficace et capable de contribuer à l'établissement d'un climat dans lequel une négociation pourra s'ouvrir entre les parties, le gouvernement canadien a décidé d'informer le Secrétaire Général des Nations-Unies, en réponse à sa demande, qu'il consent à participer à la force d'urgence des Nations-Unies au Proche-Orient durant la période de 6 mois mentionnée dans le rapport du Secrétaire Général au Conseil de Sécurité. J'avise aussi le Secrétaire Général que la contribution du Canada consistera en une unité logistique selon sa demande et suivant les conclusions de la discussion des divers aspects de cette participation en cours entre fonctionnaires du Canada et des Nations-Unies. Finalement, j'informe le Secrétaire Général que nous avons l'intention d'en arriver avec lui à des accords financiers et autres qui régleront la participation du Canada, dont le traitement ne doit pas être moins favorable que celui accordé aux autres pays participants.

Je vais porter au feuillet de l'ordre du jour une résolution demandant au Parlement d'approuver les décisions du gouvernement à participer à la FUNU.